

INTERVENTION

De Monsieur Fabrice HEYRIES
Directeur général de la Cohésion sociale

Séminaire DGCS–CAS « La Cohésion sociale par ses instruments »

Séance de lancement – 27 septembre 2010 – 15h
« De l'action sociale à la Cohésion sociale,
vers un nouveau modèle d'intervention publique »

Monsieur le Directeur général du CAS,
Mesdames, Messieurs,

Je tiens à mon tour à vous remercier chaleureusement d'être avec nous aujourd'hui. Et je veux bien entendu remercier en premier lieu et très sincèrement toutes les personnalités qui ont bien voulu accepter notre invitation pour intervenir à l'occasion de cette séance de lancement.

Je me réjouis aussi, et je tiens à le souligner, que le Centre d'Analyse Stratégique, qui nous accueille aujourd'hui pour cette première séance, ait accepté notre proposition de partenariat.

L'association du Centre d'Analyse Stratégique à cette initiative est pour nous, Direction Générale de la Cohésion Sociale, un gage de qualité dans la conduite et le contenu des travaux tout au long de ce séminaire. Nous avons en effet voulu, par ce partenariat, engager un travail approfondi sur l'ensemble des méthodes et instruments qui peuvent

concourir à l'amélioration et la performance des politiques sociales que nous sommes amenés à mettre en œuvre.

Ce travail de réflexion nécessite bien évidemment de croiser les regards des chercheurs, des experts et des praticiens de l'intervention sociale.

Cette exigence est d'autant plus importante que le partenariat que nous avons noué s'inscrit dans la durée. Il ne s'agit pas d'une démarche ponctuelle ; il s'agit au contraire d'un véritable travail de construction qui s'inscrira dans la durée. En effet, après cette séance de lancement, ce sont au total sept séances thématiques sur les méthodes des politiques sociales que nous allons organiser entre octobre et avril de l'année prochaine.

La conduite de ce séminaire comporte bien évidemment pour la Direction Générale de la Cohésion Sociale plusieurs **enjeux** importants.

Faut-il rappeler que la Direction Générale de la Cohésion Sociale a été créée en janvier dernier et qu'elle a repris, non seulement les attributions de l'ancienne Direction Générale de l'Action Sociale, mais aussi celles de la Délégation interministérielle à la famille, de la DIIESES et celles du Service des droits des femmes et de l'égalité. Au-delà de la réorganisation structurelle, cette évolution nous amène à concevoir et à piloter nos politiques avec une nouvelle approche, plus transversale, qui ne serait plus exclusivement braquée sur les publics en difficultés et faisant une place aux politiques de lutte contre les discriminations.

Il faut rappeler, mais peu ici l'ignorent, que les politiques sociales sont passées en quelques décennies d'une logique d'aide sociale à celle de l'action sociale. Aujourd'hui, elles quittent cette seule dimension pour embrasser celle, beaucoup plus complexe et plus exigeante à mettre en oeuvre, de cohésion sociale.

Au-delà d'un changement de termes, quelles conséquences ont ces évolutions dans notre action de chaque jour ? La cohésion sociale réussit ce paradoxe d'être un terme souvent employé, et très mal compris, car en définitive qu'est-ce qui change ? les finalités que nous visons ? les moyens et méthodes que nous employons ? ou encore l'esprit dans lequel nous déployons notre action ? Ces nouveaux choix s'ajoutent-ils aux traditionnels modes d'actions ou se substituent-ils à eux ?

Répondre à ces questions exige une réflexion approfondie et partagée ; nous comptons donc beaucoup sur la séance d'aujourd'hui et sur ce cycle de séminaire pour progresser dans ces questionnements.

Il faut également se soucier de la performance des politiques sociales, parce que la mise en oeuvre de ces politiques ne se résument pas à l'accroissement récurrent de moyens déjà conséquent, auquel certains ramènent toute chose, mais à l'efficacité, à l'impact réel qu'elles ont sur notre société. Evaluer cette performance et la faire progresser, cela suppose de définir et d'utiliser des méthodes et outils concrets mobilisables par tous les acteurs.

Il est ainsi indispensable de poursuivre le travail d'identification et de diffusion des bonnes pratiques, et nous continuerons d'attacher beaucoup d'importance à cette démarche.

Nous nous pencherons parfois sur des méthodes déjà existantes, et parfois anciennes comme la Recherche-action ou l'évaluation des politiques publiques, qui continuent à nous aider à bâtir ou réorienter les dispositifs dans le champ social. Nous en explorerons de plus récentes, comme l'expérimentation sociale, qui a notamment trouvé une application d'envergure dans la mise en œuvre du Revenu de Solidarité Active, ou encore la méthode des Conférences de consensus, que la FNARS par exemple a utilisée avec profit fin 2007 pour nous aider à imaginer de nouvelles façons de lutter contre ce que l'on appelle le « sans-abrisme ».

Ces méthodes constituent, en quelque sorte, la boîte à outils des tous les acteurs de l'intervention sociale et donc de tous les partenaires de l'Etat dans la mise en œuvre des politiques sociales : que ce soient les collectivités locales et les nombreux réseaux associatifs qui interviennent dans ce champ.

Il faut le souligner, cet exercice de passage en revue des méthodes pour mieux caractériser leurs acquis et leurs avantages mais aussi pointer leurs limites ou à l'inverse leurs complémentarités n'avait jamais été réalisé jusque là.

Ce travail n'a pas qu'une vocation théorique ; nous en attendons beaucoup sur le plan concret et la production qui en découlera constituera un appui concret aux services territoriaux de l'Etat dont le repositionnement sur l'observation sociale et l'ingénierie sociale est actuellement en cours.

Ce chantier, appelons-le ainsi, s'inscrit aussi pour la DGCS dans un ensemble de travaux portés en particulier par la Mission à cet effet (la Mission analyse stratégique, synthèse et prospective), afin de développer notre compréhension de l'évolution des besoins sociaux et de l'adéquation des politiques qu'il convient de mettre en place pour les satisfaire. Cette mission, dirigée par Christophe Fourel, qui est sera votre interlocuteur privilégié au fil des séminaires, travaille par exemple sur 2 projets qui vont dans ce sens :

- le premier consiste à reprendre et poursuivre les travaux initiés il y a quelques années seulement par le CERC, le Commissariat au Plan ou par le Conseil de l'Europe, sur les indicateurs de Cohésion Sociale. Les récentes conclusions de la Commission Stiglitz, du nom de son président (prix Nobel d'économie) nous invitent à aller dans ce sens.

- le deuxième est la mise en place prochaine d'un baromètre de perception de la Cohésion Sociale. Il nous semble en effet important de ne pas négliger le ressenti des populations en matière de cohésion sociale tant est fort le déterminant subjectif dans le niveau de cohésion sociale d'une société. Et surtout de se donner les moyens de suivre l'évolution de ces perceptions.

La DGCS tient donc à se mettre à l'écoute de l'évolution des besoins sociaux et sociétaux, en même temps qu'elle pilote les politiques sociales. Elle le fait d'abord en insistant sur son rôle interministériel. Elle le fait aussi, comme vous le savez, dans un contexte où les politiques sont de plus en plus décentralisées et où le rôle des territoires devient prépondérant.

L'Etat doit faire évoluer son rôle en élargissant au-delà d'une action réparatrice vers un rôle d'animation et d'impulsion de véritables politiques transversales et d'investissement social. Avec un fonctionnement souvent interministériel, marqué par la place des collectivités territoriales et des associations, au service d'un partenariat. Je souhaite que cette intention s'incarne dès aujourd'hui au travers des travaux qui vont démarrer.

Je vous remercie.